



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL3M) - Actions d'insertion Logement 2021 - Convention 2021 avec le centre d'Accompagnement de Parcours Jeunes Adultes (APAJ) - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal. Pour rappel le FSL 3M s'adresse directement aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant notamment :

- Sur le versement d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- Sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions territoriales mises en œuvre dans le cadre du FSL 3M mobilisent les personnes et les territoires dans des démarches participatives et partenariales. Ces actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit d'accès à un logement ou de maintien dans celui qu'ils occupent. Elles ont vocation à intervenir en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire de la Métropole.

Montpellier Méditerranée Métropole apporte ainsi son soutien aux associations et CCAS qui œuvrent dans ces domaines. 21 conventions, à intervenir entre chaque opérateur et Montpellier Méditerranée Métropole, ont ainsi été approuvées en décembre 2020 pour les actions FSL 3M de 2021, précisant le contenu des actions financées et le montant de la contribution de la Métropole à leur réalisation.

Par ailleurs, le schéma départemental pour l'accueil et l'habitat des gens du voyage 2018-2024 prévoit notamment la transformation des « terrains familiaux » de Pignan en habitat adapté au bénéfice des 12 familles de nomades sédentarisés sur le site, soit environ 70 personnes. Ce projet fait appel à une mission de Maitrise d'Œuvre Urbaine et Sociale afin d'organiser la meilleure adéquation possible entre les besoins des familles et possibilités du site et l'offre de logements à concevoir de manière adaptée.

Dans le cadre de cette dynamique de transition entre la conservation de l'habitat mobile et l'accès à l'habitat en dur, un travail de mobilisation et d'accompagnement des familles sur la gestion budgétaire d'un locataire classique paraît vivement souhaitable.

Dans le but de garantir au projet de création d'habitat adapté les meilleures chances de réussite, il est ainsi proposé de confier à l'association Accompagnement de Parcours Jeunes Adultes (APAJ) une mission d'accompagnement et de sensibilisation des familles qui portera sur les thématiques suivantes :

- Sensibilisation sur les devoirs, obligations et droits de locataires (paiement des loyers, entretien à la charge de l'habitant, retour de la caution, etc.) ;
- Résorption des dettes de fluides liées aux surconsommations énergétiques (dossiers de surendettement auprès de la Banque de France si nécessaire) ;
- Echelonnements des paiements auprès des organismes bancaires, créiteurs, Trésor Public, etc... ;
- Aide à la maîtrise des gestes écologiques et sensibilisation aux performances énergétiques ainsi que du matériel électroménager ;
- Sensibilisation sur toutes les charges liées au logement (dont assurances) ;
- Relevé et suivi rapproché des consommations en présence de l'habitant.

Un projet de convention a été élaboré, qui fixe notamment le montant de la contribution du FSL 3M à la réalisation de l'action proposée, pour un montant de 10 440 € en 2021 :

Opérateur	Objet initial	Public Territoire	Montant total de l'action	Objet
APAJ	Action sociale, culturelle et éducatives auprès de la population gitane pour favoriser les relations familiales, sociales et professionnelles	12 familles présentes sur les « terrains familiaux » de Pignan	10 440 €	Assainir durablement la situation financière des familles, résorber les dettes de fluides liées à l'habitat et préparer l'accès au logement par l'accompagnement à la gestion d'un budget 12 familles x 6 mois accompagnement (145 € par mois) soit 10 440 €

La dépense sera imputée sur le budget du FSL 3M, alimenté par Montpellier Méditerranée Métropole et par des contributeurs volontaires (bailleurs, communes), et géré par la Caisse d'Allocations Familiales, sans nécessiter un abondement supplémentaire de l'EPCI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention du FSL 3M à l'association APAJ pour un montant de 10 440 € pour 2021 sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les paiements seront crédités sur le compte de l'association par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160522-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FSL 3M - ACTIONS LOGEMENT 2021 - CONVENTION APAJ

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.